

Malakoff, le 03 avril 2023

Décision n° 2023 – 18 portant délégation de signature provisoire – Mme Emmanuelle DANTEC

La directrice générale de l'EPIDE,
Vu l'article R3414-18 du code de la défense ;
Vu le décret du 18 mai 2020 portant nomination de la directrice générale de l'Établissement public d'insertion de la défense ;
Vu la décision n° 2016-28 portant nomination d'un directeur du centre de Lanrodec ;
Vu la décision n° 2022-56 portant délégation de signature provisoire ;
Vu l'instruction n° 1443/EPIDE/DG/DSAF/SACP du 24 mars 2023 sur la refonte des procédures achats de l'EPIDE ;

Décide :

Art. 1^{er} – Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle DANTEC, cheffe du service moyens généraux du centre de Lanrodec, à l'effet de signer, au nom de la directrice générale :

1° en matière de gestion des volontaires à l'insertion :

- a) la lettre de convocation des candidats au volontariat pour l'insertion ;
- b) l'ensemble des correspondances relatives au recrutement (mises en attente, différés dans l'admission, refus) ;
- c) le contrat de volontariat pour l'insertion et ses avenants (renouvellement, suspension, transfert, modification d'état civil),
- d) l'attestation de fin de contrat de volontariat pour l'insertion ;
- e) l'attestation de présence et d'hébergement ponctuel des volontaires pour l'insertion ;
- f) la convention de stage des volontaires pour l'insertion ;
- g) la décision de résiliation de contrat de volontariat pour l'insertion pendant la période de rétractation ;

- h) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion suite à la démission du volontaire pour l'insertion ;
- i) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion à l'initiative de l'EPIDE (absences injustifiées, inaptitude, situation incompatible avec les exigences du programme, non-retour après suspension) ;
- j) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion au motif d'insertion ;
- k) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion pour réorientation du volontaire pour l'insertion ;
- l) la décision de requalification des motifs de la résiliation d'un contrat de volontariat pour l'insertion ;
- m) la convention générale tripartite de formation au permis de conduire ;
- n) l'attestation de parcours citoyen ;
- o) le contrat de soutien pour les volontaires à l'insertion ;
- p) le renvoi à titre conservatoire ;
- q) l'ensemble des mesures disciplinaires à l'exclusion des cessations anticipées (assorties ou non d'un sursis, les révocations de sursis) ;
- r) la décision de retenue financière pour dégradation de matériel ;
- s) l'attribution de secours d'urgence ;
- t) la déclaration d'accident.
- u) la décision de changement du lieu d'exécution d'un contrat de volontariat pour l'insertion ou son refus ;
- v) la décision de souscrire un nouveau contrat de volontariat pour l'insertion ou son refus ;

2° en matière de gestion des agents du centre de Lanrodec :

- a) l'attribution de la prime individuelle ;
- b) l'octroi de congés et les autres autorisations d'absence du personnel (CP, RTT, reports) ;
- c) l'avertissement ;
- d) le blâme ;
- e) le procès-verbal d'installation ;
- f) l'ordre de mission ponctuel pour le territoire métropolitain ;
- g) l'indemnisation des nuitées des temps de cohésion ;
- h) la déclaration d'accident du travail.

3° divers

- a) les contrats de ville ;

- b) les conventions et accords de partenariat n'emportant pas pour l'EPIDE d'engagement financier supérieur à 5 000 euros HT et sous réserve, le cas échéant, du respect des règles du code de la commande publique prévu au 3° ;
- c) les conventions de stage concernant des stagiaires accueillis par le centre ;
- d) les plaintes déposées au nom de l'EPIDE dans un commissariat de police ou dans une brigade de gendarmerie.

Art. 2 – Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle DANTEC, cheffe du service moyens généraux du centre de Lanrodec à l'effet de signer les éléments suivants :

- a) les commandes hors marché inférieures à 10 000 euros HT pour son centre ;
- b) les commandes sur marché jusqu'à 40 000 euros HT pour son centre.

Le visa dans le logiciel de gestion budgétaire vaut signature de la commande.

Art. 3 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle DANTEC, la délégation de signature qui lui est donnée est exercée par :

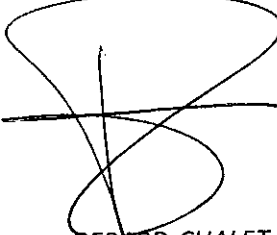
- Mme MALAQUIN, en qualité de Cheffe de service Insertion Professionnelle et Formation (CSIPROF), pour les matières mentionnées au tableau en annexe et soumises à signature « CSIPROF » ;
- Mr LEBARON, en qualité de Chef de service Education Citoyenneté (CSECI) pour les matières mentionnées au tableau en annexe et soumises à signature « CSECI ».

Art. 4 – La décision n° 2022-56 portant délégation de signature est abrogée.

Art. 5 - La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Art. 6 – Le secrétaire général est chargé de l'application de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de l'établissement.

La Directrice Générale



Florence GERARD-CHALET

Annexe 1

Dossier	Détail	Signature
Bon de commande		CSMG
Contrats VI		CSMG
Avenants contrats VI		CSMG
Attestation de fin de contrats VI		CSMG
Attestation présence VI		CSMG
Convention de stage VI		CSIPROF
Résiliations des contrats VI	Tous motifs	CSMG
Requalification des motifs de résiliation		CSMG
Convention de permis de conduire		CSIPROF
Attestation PCE		CSECI
Attestation PIX		CSIPROF
Contrat de soutien		CSMG
Renvoi à titre conservatoire		CSIPROF
Notification de mesures disciplinaires		CSIPROF
Notification de CD VI		CSIPROF
Retenue financière VI		CSMG
Attribution de secours urgents		CSMG
Déclaration accident VI	AD	CSMG
Ordre de mission ponctuel		CSMG
Indemnisation nuitées agents/séjours cohésion	AD/GRH	CSMG
Déclaration AT agents	AD	CSMG
Plaintes déposées au nom de l'Epide		CSMG
Courrier		CSMG